



Conseil d'Administration INRA 7 juin 2018

Nous ouvrons ce conseil d'administration sur fond de grève des cheminots et de contestation sociale de l'ensemble de la fonction publique, dont le statut est remis en cause par « Action Publique 2022 », qui promet de supprimer 120.000 emplois, de développer la précarité comme jamais, de supprimer des missions publiques, et de supprimer les instances de promotions paritaires où nous siégeons, tels que les CAPN et les CHSCT. L'objectif affiché est une réduction drastique, comme jamais auparavant, des dépenses publiques alors que les mesures en faveur du patronat et des riches ne cessent d'être mises en place.

Le gouvernement nous entraîne dans un basculement de société où les systèmes collectifs de solidarité mis en place en 1936 et 1945 sont remplacés par l'individualisme. L'annonce très récente de la réforme des retraites illustre très bien cette politique : il s'agit de remplacer le système de répartition et de solidarité entre les générations par un système par points qui sera très pénalisant pour les salariés qui auront eu des périodes de précarité et de petits boulots, et qui n'en a pas eues ? A la CGT, nous revendiquons le maintien du régime spécial de retraite pour les fonctionnaires. La remise en cause du statut des agents et la privatisation de la SNCF, comme les réformes annoncées de l'audiovisuel et du système de santé s'inscrivent dans ce démantèlement.

FUSION entre l'INRA et l'IRSTEA

Dans ce contexte, et dans la perspective de fusion entre l'INRA et l'IRSTEA, comment pourrait-on croire aux garanties que nous promettent les cabinets ministériels du MESRI et de l'Agriculture, et nos directions : le maintien des sites, le maintien des activités, le maintien des unités et des emplois, l'alignement vers le « mieux allant » en ce qui concerne les personnels et l'absence de mobilités forcées géographiques ou fonctionnelles, en particulier pour les personnels d'appui ? D'ailleurs, nous attendons toujours le relevé de conclusions de la réunion du 17 mai 2018 entre syndicats et ministères. Les promesses non écrites n'engagent que ceux qui les écoutent ! Nous y avons remis une pétition de 1300 signatures d'agents de l'INRA et de l'IRSTEA sur la pétition intersyndicale des syndicats CGT et SUD de l'INRA et CGT, SUD et

FO de l'IRTSEA exigeant un **moratoire immédiat du processus de fusion** comme l'ont demandé à nouveau les Comités Techniques de l'INRA et de l'IRSTEA. Les signatures supplémentaires que nous remettons maintenant portent ce chiffre à 1552. Les agents sont toujours inquiets. D'autant plus, que l'IRSTEA est exsangue et que l'INRA n'affiche pas un bon bulletin de santé avec un déficit de 21 M€ en 2017, soit 2,5% du budget. Il est urgent de remettre à flot l'IRSTEA : c'est ce qu'ont voté toutes les organisations syndicales représentatives, par une motion au CTEP (Comité Technique d'Etablissement Public) de l'IRSTEA le 1^{er} juin 2018, intitulé « Une urgence : la mise à niveau du budget de l'IRSTEA et la PEDR (Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche pour tous les CR et DR) ».

BUDGET INRA

Le budget de l'INRA est aussi totalement insuffisant et en déficit. Nous demandons, notamment, à la CGT INRA, des financements récurrents à hauteur de 14 k€ par agents. Nous nous appuyons sur une pétition intersyndicale et inter-établissements pour la suppression des PIA (Programme d'Investissements d'Avenir), de l'ANR (*Agence nationale de la recherche*) et du CIR (Crédit d'Impôt Recherche). **Cette pétition demande la restitution des fonds correspondants aux EPSTs et aux universités afin qu'établissements et laboratoires**

puissent, en toute transparence, bénéficier des crédits pérennes et des emplois de titulaires nécessaires à l'accomplissement de leurs missions. [Signature en ligne](#).

Alors que le gouvernement est sur le point d'annoncer des coupes budgétaires dans la fonction publique, M. Marty n'a-t-il pas vendu la mèche en annonçant, lors de la réunion des directeurs d'unités des 27 et 28 mai, que la mutualisation des services d'appui entre l'INRA et l'IRSTEA serait « un plus » ? C'est bien une économie qui est prévue !

Pour conclure, ce sont de réelles négociations dont nous avons besoin et non d'un pseudo dialogue social. Une fusion ne conduirait-elle pas ainsi à revisiter toutes les notes de services INRA avec la tentation d'aligner la plupart vers le bas ? Comment, par exemple, garantir un impact minimal de la mise en place du RIFSEEP dans la politique de rémunération à l'Inra, afin de conserver une égalité de primes entre agents de même grade et de même corps ? Déjà, ce printemps les avancements des ingénieurs de recherche hors classe ont été traités directement en CAPN sans aucune concertation en CCDR, qui sont les instances utilisées à l'INRA. Alors que ces instances n'existent pas à l'IRSTEA, est-ce les prémices d'un alignement par le bas ? Le refus de discuter au préalable des garanties sociales comme des aspects budgétaires, pourtant essentiels connaissant les problèmes des deux organismes, est inacceptable. C'est pour cela que nous demandons un moratoire immédiat du processus de fusion. D'ailleurs nous attendons toujours la réunion conjointe des CT de l'INRA et de l'IRSTEA qui avait été annoncée par les Ministères : en est-il encore question ?

En résumé, nous voyons bien que c'est la pérennité de l'INRA, de ces missions, et des garanties sociales des tous les personnels qui sont en jeu.

**Solidaires, déterminés,
engagés :
Rejoignez la CGT !**

Bulletin d'adhésion

Nom : Prénom :

Centre INRA : E-mail :

<http://www.inra.cgt.fr/bulletin-adhesion-papier.htm>